

Burundi : principaux enjeux pour la première visite de l'envoyé spécial de l'ONU

RFI, 29 juin 2017 Le nouvel envoyé spécial de l'ONU au Burundi, Michel Kafando, se trouve à Bujumbura depuis mardi 27 juin. Un entretien est prévu ce jeudi avec le président Pierre Nkurunziza. En attendant, il a rencontré aujourd'hui le ministre des Relations extérieures. Alain-Aimé Nyamitwe se dit satisfait. Il s'agit d'une première visite, consacrée essentiellement à une prise de contact avec le pouvoir burundais, avant d'entrer dans le vif du sujet dès la semaine prochaine. L'ancien président du Burkina Faso entame sa mission dans un contexte particulièrement difficile.

Michel Kanfondo est resté bien discret, alors que le chef de la diplomatie burundaise se dit satisfait après cette première rencontre. Alain-Aimé Nyamitwe décrit le nouvel envoyé spécial de l'ONU comme un homme qui « donne l'impression de savoir écouter les autres ». Michel Kafando devait ensuite discuter toujours cet après-midi avec un groupe de diplomates accrédités au Burundi. Là aussi pour une première prise de contact avant le gros morceau prévu demain, un entretien avec le président Pierre Nkurunziza en personne. Ses premiers pas à Bujumbura semblent satisfaire le régime burundais, du moins si l'on croit le compte Twitter du ministre des Relations extérieures, qui assure que l'ancien président burkinabé aurait promis d'« apporter des solutions africaines à la crise burundaise ». Mais des sources diplomatiques assurent qu'il aura besoin de toute son expérience et son doigt, pour mener bien sa mission, épauler l'équipe de la médiation régionale en vue d'une relance d'un dialogue de sortie de crise totalement en panne, et tenter d'améliorer des relations Burundi-ONU qui sont au plus mal, alors que Bujumbura assure que la paix est revenue dans le pays. Difficulté supplémentaire : le pouvoir burundais a accusé son prédécesseur, Jamal Benomar, accusé tous les maux. Le représentant spécial de l'ONU est donc prévu, la moindre critique pourrait lui valoir le même traitement, d'autant que Bujumbura en est déjà à son cinquième représentant spécial de l'ONU déclaré persona non grata, sans aucune conséquence jusqu'ici.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});